Jean-Luc CHAPPEY, Bernard GAINOT, Guillaume
MAZEAU, Frédéric RÉGENT, Pierre SERNA, *Pourquoi faire
la Révolution*

Comité de vigilance face aux usages publics de l'Histoire, Marseille,
Agone, 2012, 204 p., ISBN 978-2-7486, 15 €.

Guy Lemarchand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12810>
DOI : 10.4000/ahrf.12810
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2013
Pagination : 169-174
ISBN : 978-2-9083-2789-2
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Guy Lemarchand, « Jean-LUC CHAPPEY, Bernard GAINOT, Guillaume MAZEAU, Frédéric RÉGENT, Pierre SERNA, *Pourquoi faire la Révolution* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 372 | avril-juin 2013, mis en ligne le 01 juin 2013, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12810> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12810>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tous droits réservés

Jean-Luc CHAPPEY, Bernard GAINOT, Guillaume MAZEAU, Frédéric RÉGENT, Pierre SERNA, *Pourquoi faire la Révolution*

Comité de vigilance face aux usages publics de l'Histoire, Marseille,
Agone, 2012, 204 p., ISBN 978-2-7486, 15 €.

Guy Lemarchand

RÉFÉRENCE

Jean-Luc CHAPPEY, Bernard GAINOT, Guillaume MAZEAU, Frederic REGENT, Pierre SERNA,
Pourquoi faire la Révolution. Comité de vigilance face aux usages publics de l'Histoire,
Marseille, Agone, 2012, 204 p., ISBN 978-2-7486, 15 €.

- 1 Ces deux ouvrages collectifs visent le même objectif qui est nettement affirmé par les maîtres d'œuvre. Il s'agit de démontrer que la Révolution française est autre chose qu'une prise de pouvoir sans lendemain obtenue par des foules violentes plus portées au vandalisme qu'à la réflexion politique, et que, avec des limites et des contradictions, ses réformes étaient porteuses de modernité au sens de promotion de la personne humaine. En tant que tel, le ton des auteurs est militant : ils veulent répondre aux publications, livres, articles, films, émissions télévisuelles, assez nombreux depuis le bicentenaire de 1789 qui ont dressé une présentation systématiquement péjorative de la décennie révolutionnaire. Ils font donc le point à propos des grandes questions débattues en s'appuyant sur les recherches historiques récentes. Le but n'est pas de présenter un panorama exhaustif de la Révolution, mais de discuter les arguments des courants intellectuels qui sont actifs depuis Hippolyte Taine et avant, et qui se sont exprimés à nouveau au XXI^e siècle, avec aussi, éventuellement, de nouvelles preuves du caractère négatif de l'événement. La différence entre les deux recueils est de forme :

dans le premier douze communications assez brèves essentiellement synthétiques, dans le second cinq articles, chacun plus long et entrant davantage dans le détail des sources et des faits. Mais l'intention et la pratique de réflexion rationaliste sur l'histoire sont les mêmes, elles sont familières à la Société d'études robespierristes, dont d'ailleurs une note dans le second livre, publié par les soins de l'IHRF, rappelle la chronologie de développement de ses activités.

- 2 Michel Biard (Jean-Marc Schiappa (dir.) analyse des publications choisies parmi 2000 ouvrages plus ou moins généraux sur la Révolution : deux rééditions de « souvenirs » sur la période déjà parues au XIX^e siècle (2006), un ouvrage sur Robespierre au CNRS (2009) et évidemment *Le livre noir de la Révolution française* (2008). Les « souvenirs » comportent de nombreuses erreurs factuelles non relevées par les éditeurs qui ne se donnent même pas la peine de préciser l'origine et la transmission du document. Quant aux deux autres ouvrages, ils se signalent par la pauvreté des sources citées, l'ignorance des travaux parus depuis 1945, la désinvolture simplificatrice vis-à-vis du contenu des faits et de la chronologie, l'apriorisme dans l'interprétation de la dénonciation d'une historiographie « jacobino-marxiste », en fait très mal connue par les auteurs. Nous restons avec ce type de publications dans la suite de Taine et Gaxotte, rien de plus.
- 3 Ensuite on peut regrouper l'ensemble des communications en quatre thèmes majeurs. Le premier est l'apparition et le développement du concept de souveraineté nationale. Pascal Clesse (Jean-Marc Schiappa (dir.) place la Révolution dans la suite des philosophes et en particulier de Rousseau, comme la recherche de la conciliation entre liberté individuelle et aliénation de ce même droit au profit de la communauté d'appartenance. La déclaration des droits de l'homme de 1793 va jusqu'à mettre la souveraineté dans le peuple, mais réaffirme la liberté et avec la propriété apparaît le risque de ce que Marx appelle « la liberté de l'homme égoïste ». Selon Dominique Goussot (Jean-Marc Schiappa (dir.), l'affirmation de la liberté et de l'égalité a été motrice pour provoquer la rupture qu'a été la transformation de la fragmentation du territoire sous l'Ancien Régime fait d'une mosaïque d'institutions diverses selon les provinces et les villes, en un tout uni et homogénéisé par l'uniformité de l'administration et de la justice nouvelles. Par là, la souveraineté nationale prend corps. Louis Couturier (Jean-Marc Schiappa (dir.) met l'accent sur la constitution de 1793 qui a été reconnue importante malgré sa non-application aussi bien par Babeuf que par Lamartine ou Furet. Il en souligne l'effort pour y concilier souveraineté nationale avec entre autres le droit de pétition, le droit d'insurrection et le suffrage universel, et la nécessité d'un pouvoir fort avec l'élargissement du rôle primordial du Conseil législatif indivisible et la peine de mort pour ceux qui violeraient la souveraineté nationale. Reprenant la distinction classique du déroulement de 1789-99 en trois périodes, Serge Bianchi (Jean-Marc Schiappa (dir.), montre que jusqu'à septembre 1792 l'égalitarisme n'est révéé qu'en paroles, ainsi le nouveau *Code rural* se prononce pour le droit de clôture en faveur des propriétaires. Puis fleurit effectivement l'égalitarisme, à la fois par les textes de quelques théoriciens, Jacques Roux ou Lange, et par les décisions politiques comme l'affirmation du droit au travail dans la constitution de 1793 ou l'abolition totale des droits féodaux. Après Thermidor la vague reflue en dépit de la résistance populaire. Tout un courant intellectuel né avec Thomas More puis Morelly continuera à poser la question de la contradiction entre propriété privée et droit à l'existence. Jean-Marc Schiappa (Jean-Marc Schiappa (dir.), retrace les rapports entre politique religieuse de la Révolution et Église catholique. 1789 affirme la liberté de

conscience mais la constitution civile du clergé, loin d'aller jusqu'à la séparation de l'Église et de l'État ni à plus forte raison d'établir l'athéisme comme le dit la Contre-Révolution, se contente de réorganiser le corps ecclésiastique. Contrairement à ce qu'écrit Vincent Peillon (*La Révolution française n'est pas terminée* 2008), erreur dictée, ajouterai-je, par la position de « juste milieu » tremblotante et flexible de la Social-démocratie en face de la nouvelle coalition contre-révolutionnaire, celle du capital financiarisé national et international. C'est la Papauté qui, en condamnant la Constitution civile du clergé et les principes de 1789 dans l'encyclique du 23 avril 1791, a engagé le fer, bonne partie des ecclésiastiques, hommes et femmes, passant à la Contre-Révolution, ce qui alimente à son tour la vague anti-cléricale, au demeurant combattue par les montagnards. N'est pas non plus anti-religieux le Culte de l'Être Suprême et – il faut l'appeler par son nom entier – de la nature, créant un culte sommaire et n'interdisant pas le culte de la raison ni aucun autre. La loi thermidorienne du 18 septembre 1794 n'est pas non plus une première séparation de l'Église et de l'État et par souci financier se limite à supprimer le budget des cultes tout en instaurant les fêtes civiques unanimistes. Autre cible de l'historiographie conservatrice, avec entre autres Mona Ozouf, l'idée de régénération avancée par l'abbé Grégoire faisant la distinction entre l'élite éclairée qui a cette mission de transformation vis-à-vis d'un peuple laissé dans l'ignorance et la primitivité par l'Ancien Régime. Suivant Jean-Luc Chappey (dans Chappey *et al.*), les jacobins font davantage et, sous la pression du mouvement populaire il est vrai, ils donnent directement le pouvoir au peuple dans une véritable révolution culturelle, très différente de la manipulation maoïste. Ils lui donnent satisfaction par le rejet du formalisme aristocratique des relations de bienséance, la promotion des orateurs populaires comme Marat, la multiplication des sociétés populaires et les lois sociales. Cependant quand le concours du peuple n'est plus nécessaire à la victoire de la Révolution maintenant assurée, l'égalitarisme devient à partir de novembre 1794 système de Terreur, mot inventé par les acteurs de l'exécution de Robespierre. La création de l'Institut en octobre 1795 signifie que la mission de civilisation dans un cadre élitiste est à nouveau d'actualité. Après 1802 le règne des notables rétablit la vision fixiste de la société. Néanmoins les recherches récentes ont établi que le Directoire n'était pas que le règne sans partage des muscadins et des merveilleuses et la toute-puissance des munitionnaires enrichis par la corruption. Bernard Gainot relève (dans Chappey *et al.*) qu'à côté de la conspiration babouviste, persiste un courant notable de républicains néo-jacobins qui, à travers les clubs, une partie de la presse et surtout parmi les députés aux Cinq-Cents, avancent des propositions de réforme sociale et économique. Un François de Neufchâteau, ministre, en est influencé. L'intérêt privé y est pris en compte mais tempéré par l'État, et le souvenir de ces idées retentira sous la monarchie de Juillet. Pourtant on doit observer que ces clercs de la pacification sociale ont été balayés par Bonaparte et Louis-Philippe.

- 4 Second thème de ces ouvrages : la Terreur présentée comme épisode fondateur des totalitarismes du XX^e siècle, entre autres par François Furet, et caractérisée essentiellement par la pratique du massacre de masse contre toute opposition. Guillaume Mazeau (dans Chappey *et al.*) rappelle que la mise en œuvre de la violence d'État contre le peuple est courante dans l'Europe depuis le XVI^e siècle. Le Salut Public de 1793 répond à des dangers qui sont d'une gravité exceptionnelle dans l'histoire française, extérieure et intérieure. Même les généraux – l'expérience le confirme – peuvent trahir. Robespierre, comme orateur théorisant la loi répressive et pontife de

l'Être Suprême, est au centre de la dénonciation du moment de l'An II, laquelle en dessine selon Michel Vovelle (Jean-Marc Schiappa (dir.) un portrait caricatural et simpliste. Malgré sa perruque, il est démocrate dès la Constituante. Les débats du Comité de salut public révèlent que ses positions sont sans cesse discutées et le culte de l'Être Suprême tout à la fois répond à la déchristianisation politiquement dangereuse et à la croyance en l'immortalité de l'âme que l'Incorruptible partage avec bien d'autres. La violence légalisée contre les oppositions n'a pas empêché la délibération de continuer dans les institutions centrales et locales, et elle a épargné nombre de départements éloignés des champs de bataille militaires. Il ne faut pas non plus prendre au pied de la lettre une rhétorique d'enthousiasme et la pratique sur le terrain. Les lois de prairial sont effectivement meurtrières dans une atmosphère de rumeurs, de complots et de divergences accrues au sein des comités. Toutefois 55 % des accusés devant le Tribunal révolutionnaire ont été acquittés. Il s'agissait également de ne pas laisser libre cours à la colère populaire expéditive. À propos de la Vendée qui a permis à Reynald Secher de parler, en exploitant le décret du 19 mars 1792, de « génocide » voulu par l'autorité révolutionnaire (1986) et ensuite à Alain Gérard (1994, 1999) de présenter les noyades de Carrier comme ordonnées par un révolutionnaire professionnel partisan de « la révolution permanente », analogie anachronique évidente et polémique, Nicole Perron (Jean-Marc Schiappa (dir) rappelle le danger d'une guerre civile dans la France entière avec le refus paysan de la levée des 300 000 hommes. Quant au décret du 1^{er} août 1793 sur la pratique de la terre brûlée, il a été peu appliqué. Par contre les destructions et assassinats dus aux colonnes de Turreau sont réels quoiqu'épargnant relativement les populations bleues. Ils sont avant tout l'acte d'un guerrier réellement professionnel qui tue et n'oublie pas de prendre le vent : baron sous l'Empire, Croix de Saint-Louis en 1814.

- 5 Troisième thème abordé par deux communications : la politique coloniale que retrace Florence Gauthier (Jean-Marc Schiappa (dir.) en décrivant les étapes législatives pour arriver au décret d'abolition de l'esclavage du 14 février 1794 et en les restituant dans un mouvement commencé avec Las Casas et Frédéric Régent (Jean-Luc Chappey *et al.*) en s'attachant aux contradictions de la société coloniale aux Antilles, divisée en trois catégories relativement fermées, Blancs eux-mêmes divisés en planteurs et pauvres, libres de couleur aux droits restreints, esclaves qui sont de loin les plus nombreux. Parvenir à la liberté de 1794 fut particulièrement difficile et sanglant. Les deux auteurs retracent les liens entre les colons qui pensent d'abord à l'abolition de l'exclusif et une partie de la Constituante par l'intermédiaire du club de Massiac fondé le 20 août 1789. S'y oppose la Société des Amis des Noirs créée dès 1788 et à laquelle adhèrent La Fayette et Sieyès, mais le 3 juillet 1789, huit députés des diverses possessions représentants des intérêts colons sont admis à l'Assemblée nationale. En accordant le 8 mars 1790 que la loi française ne sera appliquée dans les colonies qu'après l'accord de chaque colonie, la Constituante puis la Législative penchent du côté des maîtres des établissements. Le double soulèvement à Saint-Domingue des métis puis des esclaves change évidemment le problème. À partir de là, deux grandes forces interviennent aussi et se contrebalancent : sur place les colons prêts à passer du côté espagnol et de la flotte britannique, en face la Convention qui veut enfin faire appliquer sa loi en s'appuyant sur les esclaves. Si la constitution de l'an III confirme l'abolition de l'esclavage, avec la dictature de Brumaire l'affaire est tranchée : les colonies auront des lois spéciales, mais la résistance noire l'emporte dans la grande île avec la création de la

première république ex-coloniale, Haïti, tandis qu'est réaffirmé en métropole le préjugé raciste.

- 6 Dernière question : le souvenir de la Révolution et la réalité d'application de ses principes à la fin du XX^e siècle et aujourd'hui, montrant que précisément la Révolution, contrairement à ce qu'en a dit François Furet, n'est toujours pas un objet froid. André Bellon (Jean-Marc Schiappa (dir.) note qu'il faut attendre 1946 pour que la notion de souveraineté nationale soit inscrite dans la constitution, encore la pression de la Résistance y est-elle pour beaucoup. Mitterrand a bien célébré avec ampleur le bicentenaire, mais Valmy fut évoqué en 1989 et, me semble-t-il, prudemment, on s'arrête là afin de ne pas éveiller quelques pensées subversives. David Gozlan (Jean-Marc Schiappa (dir.) relève qu'en 2000 le ministre socialiste Claude Allègre supprime la commission Jaurès du CTHS instituée en 1903. La Commission Européenne, libérale, met en cause l'État unitaire en tendant à privilégier les rapports avec les régions. Sarkozy s'en est pris à la laïcité en reconnaissant les diplômes des universités catholiques ; en même temps la multiplication des lois de surveillance de la population menace la liberté des personnes. Certes, rappelle Jean-Luc Chappey (dans Jean-Luc Chappey *et al.*), le même président a repris en 2007 le terme de « politique de civilisation », mais sa politique financière a aussitôt ruiné le propos.
- 7 Certaines communications sont trop brèves, laissant un peu le lecteur sur sa faim et certains exposés auraient gagné à ne pas s'arrêter à 1799 et à aller jusqu'à 1815, voire 1830 car c'est une fois la guerre incessante finie qu'on commence à pouvoir mesurer les résultats de la Révolution. Le Consulat et l'Empire créent des institutions d'encadrement du marché, en dépit du libéralisme dominant, qui se sont perpétuées jusqu'au XX^e siècle, la Restauration sur le plan économique n'est pas réactionnaire. Cependant l'essentiel est que le but assigné à ces deux volumes est largement tenu : on a bien avec cet ensemble une défense documentée et argumentée de la Révolution face aux historiographies conservatrices ou réactionnaires. Pour autant on ne tombe pas dans une hagiographie de la Révolution, et, contrairement à ce que prétendent les courants opposés, on ne répète pas à l'infini les acquis des pères fondateurs de l'histoire universitaire de la période Mathiez, Lefebvre, Soboul. Depuis 1989, sans rompre avec ces derniers, comme toute discipline qui se veut scientifique, elle a évolué, remettant en cause certains jugements anciens et s'ouvrant à de nouvelles problématiques de recherches. Non, la Révolution n'est pas terminée...
- 8 Néanmoins au terme de cette lecture on ressent un certain malaise. Il est suscité d'abord par la communication « Toute révolution est guerre d'indépendance » (Pierre Serna dans Jean-Luc Chappey *et al.*) : la démonstration en est habile mais ne convainc pas. L'auteur part du constat justifié que la Révolution s'inscrit dans une suite de contestations depuis le XVI^e siècle des États par les peuples et que la construction pluriséculaire des appareils monarchiques a été accompagnée, en réaction à la montée de l'impôt et aux levées d'hommes, d'une résistance populaire, « contre-pouvoir » dit-il avec excès. Après 1770, cette lutte en Europe et en Amérique devient une véritable dynamique et Pierre Serna abandonne à juste titre le refus de la « Révolution Atlantique » prononcé dans les années 1950-1960 dans l'atmosphère de la guerre froide. À cet égard, la Révolution constitue bien une victoire – limitée et réelle – de la pression d'en bas : la barrière linguistique qui rejetait la majorité du peuple est brisée par l'affirmation de la langue unique, les communes sont constituées et la domination nobiliaire dissoute. Mais à quoi sert-il de faire de la Révolution une « guerre de

décolonisation » ? Par là sont brouillés les concepts car, si, dans les colonies, indigènes et esclaves importés sont fortement dominés, il y a de nombreuses et notables différences entre situation coloniale d'une part et seigneurie et État nobiliaire en métropole d'autre part ; le Code Noir est autre chose qu'un coutumier provincial. On arrive ainsi à une dérive vers un jeu verbal, une néo-scolastique moliéresque qui appréhende l'histoire en donnant la place primordiale au discours et au politique.

- 9 Cette tendance apparaît aussi avec une lacune de ces volumes : l'économique et le démographique en sont totalement absents. Un tel silence étonne d'autant plus qu'en ces matières il y a eu des travaux importants depuis 1989. On saisit mieux la conjoncture avec l'écroulement de 1793-96 pour de nombreux secteurs, la tendance à la reprise dès la fin du Directoire, l'esquisse d'une révolution industrielle sous le Premier Consul et l'Empereur et les effets contradictoires du blocus continental. En démographie Emmanuel Le Roy Ladurie dans le cadre d'une vaste histoire climatique a montré la persistance après 1787 des crises de subsistance aux lourdes conséquences (2006) et on connaît mieux les phénomènes d'abandons d'enfants et d'entrées en nombre dans les hôpitaux et leurs variations, aussi les généalogies précisant la constitution de nouvelles dynasties bourgeoises avec leurs stratégies matrimoniales et patrimoniales. De plus, lors du bicentenaire, l'économie, avec la Vendée, a été une des grandes cibles du dénigrement de la Révolution, avec la mise en avant de la ruine du commerce maritime, du blocage de l'innovation industrielle face à l'Angleterre, déclaré être à l'origine du « retard français » au XIX^e siècle. L'étude des exclus a servi d'alibi pour soutenir que la Révolution n'avait rien changé d'important sur le plan social. Aux publicistes à l'argumentation légère et a priori comme Florin Aftalion (1987) ou René Sédillot (1987), se sont joints des historiens de poids à la méthodologie soigneuse quoique discutable dans d'assez nombreuses publications, comme Maurice Levy-Leboyer, François Crouzet, Jean-Pierre Poussou, le tout orchestré par le prestige scientifique de Pierre Chaunu (1989) avec un manichéisme et des imprécations dignes de la Contre-Révolution de l'époque et de la Restauration. Cet effacement des infrastructures au profit des superstructures qu'on note également dans les colonnes des *AHRF*, et cet oubli des bonnes vieilles courbes archi-connues de l'émission des assignats ou des pics de mortalité posent une question de fond. Certes, l'homme ne vit pas que de pain et il est nécessaire de saisir toutes ses nourritures, matérielles et morales. Mais il ne vit pas non plus sans pain. Certes encore, il y a eu des progrès importants de l'histoire politique qui ne considère plus seulement le dessin des institutions et la composition des cercles dirigeants. Toutefois on peut se demander si l'enfermement tranquille dans sa spécialité aidant et sous la Révolution le politique tient forcément une grande place, l'historiographie universitaire de la période ne serait pas à son tour, avec un décalage chronologique et discrètement, pénétrée par la mode passée du tout-politique, une « histoire sur coussin d'air », comme disait Michel Vovelle à propos de certaines orientations de l'histoire des mentalités. L'histoire économique elle-même n'y échappe pas non plus. Un ouvrage récent sur l'état de la discipline (éd. Jean-Claude Daumas, *L'histoire économique en mouvement entre héritages et renouvellement* 2012), fort documenté et subtilement analytique et synthétique à la fois, ne s'intéresse pas à la Révolution en tant que telle et ignore pour l'Ancien Régime et 1789 la question double : du cadre économique au politique, de l'action politique sur l'économie. Au contraire, la démographie historique est demeurée plus ouverte aux autres secteurs comme en témoigne la synthèse sur la France de Scarlett Beauvalet-Boutouyrie (*La démographie de l'époque moderne* 1999) qui met en valeur les déterminations sociales mais

ne va pas au-delà de 1789 que traitait la grande synthèse de Jacques Dupaquier (1988). Il nous manque une nouvelle réflexion épistémologique sur ces sujets et il ne faut pas laisser la nécessaire actualisation du concept d'histoire totale aux seuls philosophes.